



ENSEMBLE POUR LE FER

LES VOYAGEURS SONT EXASPÉRÉS, LES CHEMINOTS AUSSI !

Depuis plusieurs semaines, la SNCF est traversée par des incidents, des pannes à répétition, des dysfonctionnements qui pénalisent les usagers et les cheminots. Nous en connaissons les raisons et nous connaissons les responsables. Chacun doit maintenant prendre ses responsabilités.

L'actuelle ministre des Transports, ex-directrice de la stratégie à la SNCF, feint d'ignorer les véritables raisons de la situation pourtant liées aux mauvais choix opérés depuis des années, y compris lorsqu'elle était membre du Comité Exécutif de la SNCF.

Le vaudeville qui se joue sous nos yeux pourrait être risible s'il n'était pas aussi grave.

Une direction SNCF qui rappelle que son mandat est à disposition du gouvernement, un gouvernement qui convoque ladite direction pour ré entendre ce qu'il sait déjà, tout cela sans remettre en cause la stratégie et la campagne anti ferroviaire qui se développe.

1 LE RETOUR À UNE ENTREPRISE PUBLIQUE, UNIQUE ET INTEGRÉE : LA SNCF

La réforme ferroviaire de 2014 a éclaté la SNCF en trois EPIC distincts : SNCF (EPIC de tête), SNCF Réseau, SNCF Mobilités. Elle a rendu plus complexe les relations entre les différents services de l'entreprise désormais séparés dans 3 entités. Elle n'a pas réuni le gestionnaire de l'infrastructure (ex RFF) et le transporteur (la SNCF). En définitif, elle a accentué les difficultés qui existaient déjà au préalable. En outre, elle n'a pas réglé la question du financement et de la dette.

2 REPRISE DE LA DETTE PAR L'ÉTAT

Les investissements de ces dernières décennies, notamment dans les LGV au détriment du réseau classique, ont été imposés par l'Etat à la SNCF. Il est inconcevable de vouloir faire supporter cette dette aux usagers et aux cheminots.

Le poids de la dette est prétexte à la fermeture de gares, de lignes, de guichets, à la suppression de l'emploi cheminot (2 000 prévus en 2018), au recours massif à la sous traitance, entre autres.

En attendant, elle génère chaque année 1,7 milliards d'euros d'intérêts qui part directement dans la poche des banquiers.

3 MISSION SPINETTA : EN FINIR AVEC LE TRAIN PUBLIC

Les conclusions de la mission confiée à l'ex PDG d'Air France seront sans surprise. Elles auront vocation à justifier une nouvelle réforme du système ferroviaire public en stigmatisant au passage les cheminots, leur statut. C'est pourtant ce statut (existant avant la création de la SNCF) qui, malgré des contraintes fortes acceptées par les cheminots, garantit la continuité du service public, un haut niveau de formation et de technicité, une approche de la sécurité des circulations placée au-dessus de tout le reste.

La CGT n'acceptera pas que les cheminotes et les cheminots soient les boucs émissaires de ceux qui ont décidé d'en finir avec la SNCF.



OUVERTURE À LA CONCURRENCE : LA SOLUTION À RIEN

L'ouverture à la concurrence relève au mieux de la malhonnêteté intellectuelle, au pire, d'une attitude irresponsable qui insulte l'avenir. Le transport public de voyageurs comme celui des marchandises, à l'heure des grands défis sociaux et environnementaux, est résolument contemporain. Mieux, il est un maillon structurant du futur en termes de déplacements, d'aménagement du territoire, de réduction des Gaz à Effet de Serre. Il est en outre un appui stratégique essentiel pour l'Etat, comme l'ensemble des services publics.

La Fédération CGT des cheminots a raison lorsqu'elle exige :

- Le retour à une entreprise publique, unique et intégrée : la SNCF, seule garante d'un fonctionnement cohérent de l'ensemble des services de l'entreprise.
- La reprise de la dette par l'Etat sans contrepartie et un financement public à la hauteur des enjeux futurs.
- L'arrêt immédiat des suppressions d'emploi et des embauches à la hauteur des exigences du service public ferroviaire.
- L'arrêt de la réduction de l'offre ferroviaire par le maintien, voire la réouverture de gares, de lignes, permettant à la SNCF de remplir ses missions de service public partout et pour tous.
- L'arrêt de toute velléité d'ouverture à la concurrence, contraire à l'intérêt général, à la réponse aux besoins des populations, au maintien du service public en tous points du territoire.

Les agitations médiatiques de la direction SNCF avec la complicité du gouvernement ne nous détourneront pas de l'urgence : maintenir le train public.

Aussi, la Fédération CGT appelle TOUS les cheminots, les associations d'usagers, les usagers eux-mêmes, ainsi que toutes celles et tous ceux qui souhaitent défendre un service public ferroviaire de qualité, à participer massivement à la manifestation nationale qui aura lieu le 8 février 2018 à Paris.

F É D É R A T I O N C G T D E S C H E M I N O T S

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
E-mail :



BULLETIN D'ADHESION

**Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !**

Nom du secteur : Tél :
Syndicat : Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :

